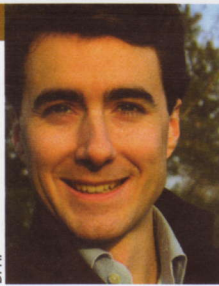


DARFOUR : QUELLE INTERVENTION ?

D.R.



300 000 morts, deux millions de déplacés, des violations graves et massives des droits de l'homme. Difficile d'ignorer ce qui se passe au Darfour depuis trois ans. Facile de tomber dans la simplification médiatique d'un conflit complexe, qui n'est ni une lutte raciale opposant des victimes noires animistes et chrétiennes à des bourreaux arabes et musulmans, ni un génocide, contrairement à ce qu'on lit souvent. Il doit être possible de saisir la gravité d'une situation et d'inviter à agir sans détourner le sens des mots.

Face à la passivité grossière de la communauté internationale, de nombreuses voix s'élèvent pour réclamer une intervention militaire, au nom de ce qu'on appelle en France le droit ou le devoir d'ingérence. L'intention est bonne, mais il faut en mesurer les probables effets pervers.

D'abord, qui interviendrait ? C'est la délicate question de l'autorité légitime. L'Union africaine (UA) est déjà en place, mais son impotence est avérée. L'ONU vote des résolutions qu'elle sait ne pas pouvoir appliquer, et le Conseil de sécurité est freiné voire bloqué par les vétos russes et chinois, pour des motifs économiques (la Chine notamment vend des armes au Soudan et exploite son pétrole). Reste l'idée d'une coalition occiden-

tale, précisément du type de celle réunie par les Américains en Irak, et c'est bien là le problème.

Le contre-exemple irakien nuit au Darfour de deux manières. D'une part, en rappelant qu'une rhétorique interventionniste humanitaire peut dissimuler des motivations égoïstes, politique (changement de régime) et économique (contrôle du pétrole). D'autre part, en rappelant qu'une telle intervention peut rendre le remède pire que le mal. Et, en ce qui concerne le Darfour, le risque de contagion et d'embrassement est réel dans cette région sensible, qui voit déjà s'étendre le conflit au Tchad et à la République centrafricaine.

La solution est diplomatique. Quelques États influents ont largement les moyens de contraindre Khartoum à accepter la présence d'une force hybride (UA + ONU), en exerçant des pressions et en recourant à des sanctions économiques. Ce n'est qu'une question de volonté politique, et la France a un rôle à jouer. Les prochaines échéances électorales seront l'occasion de le rappeler aux candidats, qui seraient bien inspirés de se positionner clairement sur cette question urgente, plutôt que de vouloir gagner le temps que d'autres mettent à mourir.

JEAN-BAPTISTE JEANGÈNE VILMER
PROFESSEUR DE PHILOSOPHIE
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

la phrase du mois

« *Le réchauffement climatique est sans équivoque (...), (et il est) très probable* » que la hausse de température soit essentiellement due aux activités humaines, affirme le dernier rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec), publié le 2 février.

MARS

Du 3 au 11 : Salon international de l'agriculture (Sia), à Paris (Porte de Versailles)

Du 4 au 8 : Salon international du machinisme agricole (Sima), à Paris-Nord Villepinte

Du 18 au 21 : Salon européen Squalim (Salon des produits agricoles et agroalimentaires sous signes officiels de qualité et d'origine), à Nantes (44)

Les 21 et 22 : Assemblée générale de la FNPLait, aux Sables-d'Olonne (85)

Du 27 au 29 : Congrès de la FNSEA, à Marseille (13)

AVRIL

Les 4 et 5 : Assemblée générale de la FNP, à Rennes (35)

Le 12 : Assemblée générale de la FNO, à Paris

Du 19 au 24 : Salon international de l'agriculture au Maroc

conférences Ifocap

FÉVRIER

Du 27 au 2 mars : Le biogaz, un atout pour l'agriculture

MARS

Les 5 et 6 : Exposer son opinion

Les 7 et 8 : Stratégies, responsabilités et jeux de pouvoir

Les 20 et 21 : Démarche et financement de projets de développement

Infos et inscriptions :

Myriam Rodriguez - Tél : 01 55 50 45 45
Fax : 01 55 50 45 46
e.mail : ifocap@ifocap.fr
Ifocap : 6, rue La Rochefoucault - 75009 Paris